

Unité départementale de la Côte-d'Or

Dijon, le 22/06/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/05/2022

Contexte et constats

Publié sur



MAGGIONI S.A.

Le Joannot - Les Cinquante Journaux -

La Mare aux Chênes

21110 GENLIS

Références : 0005402421/2022-261

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/05/2022 dans l'établissement MAGGIONI S.A. implanté Le Joannot - Les Cinquante Journaux - La Mare aux Chênes 21110 GENLIS. L'inspection a été annoncée le 28/04/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAGGIONI S.A.
- Le Joannot - Les Cinquante Journaux - La Mare aux Chênes 21110 GENLIS
- Code AIOT dans GUN : 0005402421
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED - MTD

La carrière est une sablière exploitée en eau, dont la remise en état, réalisée de manière coordonnée à l'exploitation, prévoit le remblaiement jusqu'au terrain naturel.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Bruits et vibrations
- Déchets
- Eaux souterraines
- Actions nationales 2022 – Déchets et biodiversité carrières

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées
 - les observations éventuelles
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Bordereau de suivi	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription
Registre des déchets entrants	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3	Susceptible de suites	Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>précédente</u> inspection (1)
Périmètre d'éloignement	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Voies routières	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5.5	/	Mise en demeure, respect de prescription
Technique de décapage	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.1	/	Mise en demeure, respect de prescription
Utilisation des matériaux alluvionnaires	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.6	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis	/	Sans objet
Bornage	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.2	/	Sans objet
Clôture et barrières	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.4	/	Sans objet
Piézomètres et eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.5.1 & 9.2.2.2	/	Sans objet
Epaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.2 modifié	/	Sans objet
Plan d'évolution	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.4	/	Sans objet
Aire étanche pour l'approvisionnement des engins	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 4.2.2.1 & 4.2.2.3 & 9.2.2.1	/	Sans objet
Bilan quadriennal	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 9.3.3	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Existence d'une IGD inertes - vérification	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I	/	Sans objet
Existence d'une IGD de catégorie A	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5	/	Sans objet
Révision du plan de gestion des déchets	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis	/	Sans objet
Conditions liées au remblaiement de la carrière	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.5.2.2 modifié	/	Sans objet
Auto surveillance de la qualité du remblaiement	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 9.2.3	/	Sans objet
Nature des installations	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.2 modifié	/	Sans objet
Lignes électriques	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5.3 modifié	/	Sans objet
Voies ferrées	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5.4	/	Sans objet
Cours d'eau	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5.6	/	Sans objet
Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.6.2 modifié	/	Sans objet
Information du public	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.3	/	Sans objet
Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.3	/	Sans objet
Aménagements	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.3.2	/	Sans objet
Entretien et surveillance du séparateur d'hydrocarbure	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 4.2.2.2	/	Sans objet

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 6.2.2 modifié & 9.2.4	/	Sans objet
Kit de première intervention	Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 7.5.6	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation est réalisée selon le plan de phasage modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/01/2022, et la remise en état est réalisée de manière coordonnée.

La quantité de déchets apportés et les moyens de transport utilisés ne sont pas toujours mentionnés sur le registre des déchets entrants.

Le délaissé périphérique de 10 m au nord, et de 15 m à l'Est le long de la RD109j, n'est pas respecté : la distance constatée entre le plan d'eau et les limites du site sont d'environ 5 m au nord (le long du plan d'eau le plus à l'ouest), et d'environ 10 m le long de la RD109j.

La terre végétale est stockée sur une hauteur supérieure à 2 m (estimée de l'ordre de 3 m), notamment le stockage au niveau de la zone de vestiges archéologiques B.

Par courriel du 15 juin 2022, l'exploitant indique ne pas tenir le registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi prévu par l'arrêté préfectoral, car ce sont ses propres camions qui assurent le transport directement sur son site.

2-4) Fiches de constats

Nom du point de contrôle : Existence d'une IGD inertes - vérification

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP
Prescription contrôlée : Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement. On entend par zone de stockage : - lorsque les déchets d'extraction sont inertes un endroit choisi pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté. On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.
Constats : Le plan de gestion des déchets (PGD) mis à jour en 2022 identifie comme installation de stockage de déchets inertes : - les merlons périphériques et la couverture finale des remblais ; - les fosses d'extraction remblayées avec des matériaux inertes. L'inspection rappelle que les déchets d'extraction utilisés à des fins de remise en état, ainsi que les merlons périphériques, ne constituent pas des zones de stockage des déchets inertes. Le plan de gestion des déchets inertes doit donc être revu en ce sens. Le plan de propriété du 06/12/2021 fait apparaître deux zones de stockage de terre végétale apparaissant déjà sur le plan de propriété du 14/12/2020, mais n'apparaissant pas sur celui du 18/12/2018. Lors de la visite, il a été constaté qu'une grande partie de la terre a été retirée de ces zones, l'exploitant indique qu'elle est utilisée dans le cadre de la remise en état coordonnée, et que la terre restante va continuer à être utilisée. La mise à jour du PGD de juin 2022 n'évoque pas ces stockages. Toutefois, au vu des constats en inspection, il n'a pas été identifié d'installation de stockage de déchets d'extraction sur le site répondant à la définition de zone de stockage de déchets d'extraction de l'article 1er de l'arrêté ministériel du 22/09/1994. L'attention de l'exploitant a toutefois été attirée sur le fait que, si des stocks de terre végétale ou de déchets d'extraction demeurent plus de 3 ans, ils constitueront une installation de stockage de déchets inertes.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Existence d'une IGD de catégorie A

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A
Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage des déchets d'extraction inertes tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné.
Constats : Il n'y a pas d'installation de gestion de déchets de catégorie A sur la carrière.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution.
Constats : Il n'a pas été identifié d'installation de stockage de déchets d'extraction sur la carrière au cours de la visite.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés.
Constats : Il n'a pas été identifié d'installation de stockage de déchets d'extraction sur la carrière au cours de la visite.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5
Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes.
Constats : Il n'a pas été identifié d'installation de stockage de déchets d'extraction sur la carrière au cours de la visite. Les plans de propriété, transmis à titre de plans topographiques, localisent les zones de stockage temporaire des terres végétales, ce qui permet de s'assurer que les déchets ne sont pas entreposés plus de 3 ans dans une même zone.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis
Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain
Prescription contrôlée : Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- le lieu d'implantation envisagé pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;
Constats : Il n'a pas été identifié d'installation de stockage de déchets d'extraction sur la carrière au cours de la visite. Considérant cela, le plan de gestion des déchets (PGD) d'extraction (version de juin 2022) appelle l'observation suivante : <ul style="list-style-type: none">- le PGD traite du stockage de fines de lavage alors qu'il n'y a pas d'installation de traitement sur le site. Il est demandé à l'exploitant de préciser à quels déchets les fines de lavage prises en compte dans le PGD correspondent.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Révision du plan de gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16.bis
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de gestion des déchets
Prescription contrôlée : Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : A la date de la visite, le PGD n'avait pas été mis à jour depuis mai 2012, soit depuis 10 ans. De plus, les installations ont fait l'objet de modifications depuis, notamment encadrées par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/01/2022. Une révision du PGD de juin 2022 a été transmise à l'inspection par courriel du 15/06/2022.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Conditions liées au remblaiement de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.5.2.2 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Remblaiement
Prescription contrôlée : Le remblaiement ne peut avoir lieu que sur les parcelles et dans les conditions prévues dans la demande d'exploiter déposée par le pétitionnaire, la tierce expertise réalisée dans le cadre de cette demande et le dossier de porter à connaissance des modifications du 22 janvier 2021 modifié le 3 novembre 2021 susvisé. Le plan de phasage pour le remblaiement figure à l'annexe 3 du présent arrêté.
Constats : Selon le plan de propriété du 06/12/2021 et les constats réalisés lors de la visite, le remblaiement a lieu sur les parcelles prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié par l'arrêté complémentaire du 18/01/2022. Le phasage de remblaiement est globalement respecté, même si 2 petites zones sont en cours de remblaiement sur la partie ouest de la carrière. Aucune opération de remblaiement n'a été vue lors de la visite.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bordereau de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Acceptation préalable
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}• date d'échéance qui a été retenue : 28/02/2022
Prescription contrôlée : <p>Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant :</p> <ul style="list-style-type: none">- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET ;- l'origine des déchets ;- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ;- la quantité de déchets concernée en tonnes. <p>Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3.</p> <p>Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant.</p> <p>La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.</p> <p>Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période.</p>
Constats : Constats lors de l'inspection de 2021 : <p>L'exploitant a transmis les documents d'acceptation préalable en lien avec les derniers apports de mai à décembre 2021. Les documents d'acceptation préalable mentionnent notamment l'identité du producteur des déchets et l'origine des matériaux. L'emplacement des remblais est reporté sur un carroyage annexé au document d'acceptation préalable.</p> <p>La quantité de déchets apportés n'est pas toujours mentionnée sur les documents d'acceptation préalable.</p> <p>Constats lors de l'inspection de 2022 :<p>Interrogé dans le cadre de l'inspection de 2022, l'exploitant n'a pas apporté d'éléments de réponse au constat de 2021, et notamment les actions correctives engagées pour que la quantité de déchets apportés soit systématiquement indiquée sur les documents d'acceptation préalable.</p></p>
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Registre des déchets entrants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité
Point de contrôle transféré: <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 05/11/2021• type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : {Non Renseigné}• date d'échéance qui a été retenue : 28/02/2022
Prescription contrôlée : <p>III. L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.</p>
Constats : Constats lors de l'inspection de 2021 : <p>L'exploitant a transmis le registre en lien avec les derniers apports de mai à décembre 2021. Le registre mentionne notamment la provenance ainsi que les caractéristiques des déchets. L'emplacement des remblais est reporté sur un carroyage annexé au document d'acceptation préalable.</p> <p>La quantité de déchets apportés et les moyens de transport utilisés ne sont pas toujours mentionnés sur le registre.</p> <p>Constats lors de l'inspection de 2022 : Interrogé dans le cadre de l'inspection de 2022, l'exploitant n'a pas apporté d'éléments de réponse au constat de 2021, et notamment les actions correctives engagées pour que la quantité de déchets apportés et les moyens de transport soit systématiquement indiqués dans le registre des déchets entrants. Une copie du registre des déchets entrants a été demandée à l'exploitant, mais non transmise.</p>
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Auto surveillance de la qualité du remblaiement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance de la qualité du remblaiement
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dès que le remblaiement atteint 4 ha, l'exploitant procède à des prélèvements d'échantillons dans les zones remblayées permettant de garantir la représentativité du volume de matériaux en place. Il contrôle leur qualité par un essai de lixiviation pour les paramètres suivants :</p> <p>PARAMÈTRES : As / Ba / Cd / Cr total / Cu / Hg / Mo / Ni / Pb / Sb / Se / Zn Chlorures/ Fluorures / Sulfates / Indice phénols / COT sur éluat (*) / FS (fraction soluble)</p> <p>et une analyse du contenu total pour les paramètres définis ci-après :</p> <p>PARAMÈTRES / COT (carbone organique total) / BTEX (benzène, toluène, éthylbenzène et xylènes) / PCB (byphényls polychlorés 7 congénères) / Hydrocarbures (C10 à C40) / HAP (hydrocarbures aromatiques polycycliques)</p> <p>Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé NF EN 12457-2.</p> <p>Un résultat commenté de ces analyses est adressé une fois par an à l'inspection des installations classées et trimestriellement au maire de GENLIS. Toute anomalie est signalée sans délai.</p>
<p>Constats : La synthèse de l'autosurveillance de 2021 indique que 2 prélèvements ont été réalisés le 07/12/2021 sur des remblais mis en place en 2020 et 2021.</p> <p>La norme appliquée pour les tests de lixiviation n'est pas mentionnée.</p> <p>Les résultats d'analyse ne mettent pas en évidence de dépassement des valeurs seuils de l'arrêté du 12/12/2014 (pris à titre indicatif, l'arrêté préfectoral du 23/11/2011 ne fixant pas de valeur limite), sauf pour le COT sur l'un des prélèvements où la teneur mesurée est de 34 000 mg/kg de matière sèche (valeur limite de 30 000 mg/kg de matière sèche). L'exploitant indique que la partie lixiviable du COT est 10 fois inférieure au seuil applicable à la fraction solubilisée, qu'il s'agit donc de COT peu mobile. La description visuelle des terrains réalisée lors des prélèvements ne donne pas d'information sur l'origine possible de ce COT. L'exploitant précise que, de manière générale, indépendamment d'une contamination anthropique, le COT peut être lié à la présence de tourbe végétale dans les remblais. Compte tenu de la faible mobilité du COT, l'exploitant considère que cette anomalie n'aura pas de conséquences environnementales.</p> <p>L'inspection relève que l'arrêté ministériel du 12/12/2014 précise que, pour les sols, une valeur plus élevée que 30 000 mg/kg de matière sèche peut être admise, à condition que la valeur limite de 500 mg/kg de matière sèche soit respectée pour le carbone organique total sur éluat, soit au pH du sol, soit pour un pH situé entre 7,5 et 8,0. Or, la valeur de COT mesurée sur la fraction solubilisée est de 49 mg/kg de matière sèche.</p>
<p>Observations : Les échanges avec l'exploitant au cours de la visite indiquent qu'il choisit lui-même, sur la base d'indices visuels, mais aussi de manière aléatoire, l'emplacement des points de prélèvement sur la surveillance de la qualité du remblaiement.</p> <p>Il a été évoqué la possibilité que l'exploitant informe l'inspection en amont de la réalisation des prélèvements, afin qu'elle puisse éventuellement choisir un ou plusieurs points de prélèvement.</p> <p>Il est donc demandé à l'exploitant d'informer l'inspection 2 semaines avant les prochains prélèvements, en indiquant les zones remblayées depuis les précédents prélèvements, afin qu'elle indique si elle souhaite fixer la localisation d'un ou plusieurs points de prélèvement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Nature des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.2 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Nature des installations
Prescription contrôlée : Article 1.2.1 – Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées Rubrique Intitulé Caractéristiques Régime 2510-1 Exploitation de carrière Superficie autorisée : 20 ha 60 a 00 ca Autorisation Article 1.2.2 – Situation de l'établissement Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieux-dits suivants (cf plan en annexe 1) : Commune Lieu-dit Section Parcelle n° Surface autorisée GENLIS Le Joannot ZD 51 pour partie 7 ha 25 a 84 ca Le Petit Bois ZD 93 (ex-54) 7 ha 66 a 95 ca Le Petit Bois ZD 9 5 ha 67 a 21 ca Total 20 ha 60 a 00 ca L'emprise de l'autorisation couvre une surface de 20 ha 60 a. La surface autorisée inclut les zones de protection définies au chapitre 1.5, elle correspond à la surface à remettre en état. Article 1.2.3 - Phasages L'exploitation se déroule suivant les plans annexés au présent arrêté en 2 phases principales successives (cf annexe 2) et conformément au tableau suivant : Phase Année Surfaces mise en exploitation (m2) Volume d'alluvions extraits (m3) Quantité d'alluvions extraits (tonnes) 2 2022 16 750 33 500 60 300 2 2023 16 350 32 700 58 900 [...] Les travaux de remise en état sont coordonnés à l'exploitation.
Constats : Aucune autre installation classée n'a été vue lors de la visite, en particulier, aucune installation de traitement n'était présente. Selon le plan de propriété du 06/12/2021, l'extraction a eu lieu sur les parcelles ZD51 et ZD93 en 2021. Lors de la visite, l'exploitation se poursuivait sur les parcelles ZD93 et ZD9, dans le périmètre de la phase 2. Selon les déclarations de l'exploitant et le plan de propriété du 06/12/2021, le géomètre a délimité les zones où se trouvent les vestiges archéologiques et qui ne doivent pas faire l'objet d'une extraction. Cette délimitation a été vue par échantillonnage lors de la visite pour les zones B et C, la délimitation de la zone A était visible depuis le chemin d'accès à la carrière.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Périmètre d'éloignement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative, Périmètre d'éloignement
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.
Constats : Le délaissé périphérique n'est pas représenté sur le plan de propriété du 06/12/2021, toutefois, au vu de son échelle, il apparaît que les bords de certaines zones extraites non remblayées sont situées à moins de 10 m des limites d'autorisation au nord, le long des parcelles ZD62 et ZD91. Les distances mesurées entre les bords supérieurs des extractions et les limites du périmètre d'autorisation, lors de la visite sont les suivantes : - environ 5 m entre le plan d'eau situé à l'ouest de la ligne électrique et la clôture au nord séparant les parcelles ZD93 et ZD91 ; - environ 9,5 m entre le plan d'eau situé à l'est de la ligne électrique et la clôture au nord séparant les parcelles ZD93 et ZD91. Au vu du plan de propriété du 14/12/2020, il apparaît que le délaissé périphérique de 10 m n'a pas non plus été respecté sur la partie exploitée le long des autres parties des parcelles ZD62 et ZD91, ni à l'angle sud-ouest, le long des parcelles ZD32 et ZD33.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Lignes électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5.3 modifié
Thème(s) : Situation administrative, Lignes électriques
Prescription contrôlée : <ul style="list-style-type: none">• Dispositions générales : [...] Les excavations sont maintenues à une distance horizontale de 10 mètres à partir des massifs des pieds de pylône. Les pylônes sont accessibles en permanence par un accès terrestre et par des moyens lourds (camion lève poteau, élévateur,...) pour le l'entretien ou le renouvellement des ouvrages. Une accessibilité permanente est maintenue aux pylônes des lignes, réservée au personnel du gestionnaire du réseau ou ses entrepreneurs. La stabilité du support est assurée par le maintien sous son assise d'un tronc de pyramide non exploitable : pente d'un mètre par un mètre d'épaisseur de fouille. En outre, des glissières, ou tout autre dispositif équivalent, sont mises en place autour de ces pylônes et doivent permettre d'éviter les heurts par les engins.• Ligne électrique HTA aérienne – ERDF, partie alimentant la ferme du Joannot : Les excavations sont maintenues à une distance horizontale permettant de s'affranchir de tout contact potentiel entre les engins participant à l'exploitation (dont remblaiement) et la ligne électrique. L'exploitant s'assure qu'une distance de sécurité de 3 mètres vis-à-vis des conducteurs est respectée en permanence par tous les engins travaillant à proximité de la ligne et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les notes de calcul permettant de garantir le respect de cette distance. Il est interdit d'approcher à moins de 3 mètres des conducteurs électriques, que ce soit directement, ou par les engins, les stockages de matériaux, ou les installations de traitement, les bras de grue, charges manutentionnées, ... Aucune plantation d'arbres engageant la sécurité et la fiabilité de la ligne n'est autorisée. La bande restante sous la ligne n'est pas ouverte à la circulation. En cours d'exploitation de la carrière comme en fin de celle-ci le profil du terrain sous la ligne ne doit pas être modifié.
Constats : Selon le plan de propriété du 06/12/2021, une distance de 10 m a été gardée entre les zones d'extraction et la ligne électrique traversant le site du nord vers le sud. La largeur de la bande de terrain laissée en place mesurée lors de la visite était d'environ 21 m, globalement centrée sur la ligne électrique traversant le site du nord vers le sud. Une chaînette était suspendue entre deux poteaux, dans chaque sens de passage des camions sous la ligne électrique, afin de matérialiser la hauteur de 3 m au niveau de la voie de circulation sous la ligne. Il n'y avait pas de plantation sous la ligne.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Voies ferrées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5.4
Thème(s) : Situation administrative, Voies ferrées
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 20 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation au droit des voies ferrées : <ul style="list-style-type: none">• Voie DIJON-VALLORBE, au sud ;• Limite d'emprise de Ligne à Grande Vitesse Rhin-Rhône au nord.
Constats : Selon le plan de propriété du 06/12/2021, la distance entre la zone d'extraction et la voie ferrée au sud-ouest est au plus près d'environ 30 m.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Voies routières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5.5
Thème(s) : Situation administrative, Voies routières
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale d'au moins 15 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation au droit de la RD109j.
Constats : Selon le plan de propriété du 06/12/2021, la zone d'extraction était située à environ 30 m de la RD09j. Toutefois, lors de la visite, il a été constaté que la zone d'extraction a été étendue jusqu'au pied du merlon longeant la RD109j. Selon les déclarations de l'exploitant, le plan de propriété du 06/12/2021 et la mesure réalisée lors de la visite, la largeur du merlon est d'environ 10 m. Au vu de ces éléments, il apparaît que le bord de l'excavation n'est pas tenu à une distance horizontale d'au moins 15 m des limites du périmètre d'autorisation le long de la RD109j.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Cours d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Cours d'eau
Prescription contrôlée : Les bords supérieurs de l'excavation doivent être tenus à une distance horizontale : <ul style="list-style-type: none">• d'au moins 50 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation au droit du lit mineur de la NORGES.• d'au moins 15 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation au droit du lit des Creux Jacques. L'intégrité de la ripisylve du cours d'eau est maintenue.
Constats : La zone en cours d'exploitation est située à une distance de plusieurs centaines de mètres de la Norges. Selon le plan de propriété du 06/12/2021, le bassin non remblayé au sud-ouest est situé à une distance de 13 m du Creux Jacques, cependant cette mesure présente des incertitudes. Selon la mesure réalisée lors de la visite, cette distance est de l'ordre de 15 m.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 1.6.2 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Garanties financières
Prescription contrôlée : Le montant des garanties financières est indiqué dans le tableau ci-dessous pour chaque phase : Périodes considérées Montants (en euros TTC) Phase 2 (2020 - 2024) 237 396 Phase 3 (2025 - jusqu'à la levée de l'obligation de garanties financières par le préfet) 162 119 Les montants ci-dessus ont été déterminés avec un indice TP01 égal à 116,1 correspondant au mois d'août de l'année 2021. Le montant des garanties financières inscrit dans le tableau ci-dessus correspond au montant de référence qu'il convient de réactualiser selon les prescriptions de l'article 1.6.5.
Constats : Le dernier acte de cautionnement a été transmis préalablement à l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/01/2022 : il couvre un montant de 537 921 € et est valable jusqu'au 31/12/2023. Par courriel du 15/06/2022, l'exploitant a indiqué que le nouvel acte de cautionnement sera transmis dès réception.
Observations : Il est demandé à l'exploitant de transmettre un acte de cautionnement correspondant au montant prévu par l'arrêté préfectoral du 18/01/2022.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bornage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bornage
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de placer des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation carrière. Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R512-74 à R512-77 du Code de l'environnement.
Constats : Des bornes ont été cherchées, sans succès, le long de la clôture sud et sud-ouest. Une borne a été vue au nord. L'attention de l'exploitant est attirée sur le fait qu'il doit maintenir les bornes jusqu'à l'achèvement de la procédure de cessation d'activité.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Information du public

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, Information du public
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence et la date de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. Des panneaux de signalisation doivent être implantés aux endroits appropriés, notamment de part et d'autre de(s) l'accès au site.
Constats : Un panneau comportant les informations requises est présent sur le chemin d'accès à la carrière.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Clôture et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.4
Thème(s) : Risques chroniques, Clôture et barrières
Prescription contrôlée : Toute zone dangereuse (travaux préliminaires, extraction, remise en état, bassin ...) doit être ceinturée par un dispositif formant un obstacle à la pénétration des personnes et des véhicules. Ce dispositif doit être suffisamment dissuasif pour ne pouvoir être franchi (barrière) qu'avec une intention délibérée de pénétrer sur le site. Ce dispositif est interrompu au niveau des chemins d'accès à la carrière et remplacé par un système formant barrage mobile maintenu fermé en dehors des heures d'exploitation. Le danger et l'interdiction aux tiers de pénétrer sur le site d'exploitation doivent être signalés par des pancartes placées, d'une part, sur le(s) chemin(s) d'accès, d'autre part, aux abords du dispositif ceinturant la zone d'exploitation.
Constats : Une grande partie du périmètre de la carrière a été parcouru lors de la visite : - quelques points endommagés, notamment par la chute d'un arbre, ont été identifiés au nord et au sud-ouest - une partie de la clôture a été retirée au nord en prévision du passage de camions pour le remblaiement d'une zone encore en eau au sud-ouest de la carrière. Par courriel du 15/06/2022, l'exploitant a indiqué avoir réalisé les travaux de remise en état des clôtures, les photos en justifiant n'ont toutefois pas été reçues par l'inspection. Il est demandé à l'exploitant de transmettre la justification de la remise en état des clôtures. Concernant la partie retirée au nord, même si cet accès donne sur des terrains agricoles, il a été rappelé à l'exploitant qu'il doit maintenir le site clôturé, notamment en dehors des périodes d'activité de la carrière. Il est donc demandé à l'exploitant d'indiquer les modalités de gestion de la clôture envisagées durant la période nécessaire pour le comblement de la zone située au sud-ouest de la carrière, ainsi qu'après la finalisation de ces travaux de remblaiement.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Piézomètres et eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.1.5.1 & 9.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux souterraines
Prescription contrôlée : Article 2.1.5.1 Avant le début de l'exploitation, l'exploitant constitue en liaison avec un hydrogéologue un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines comportant au moins 3 piézomètres, 2 situés en aval et 1 en amont de l'établissement par rapport au sens d'écoulement de la nappe. Au minimum, 3 piézomètres sont localisés comme sur la figure annexée au présent arrêté. Les piézomètres doivent être maintenus en bon état, capuchonnés et cadénassés. Leur intégrité et leur accessibilité doivent être garanties quel que soit l'usage du site. Lorsque les piézomètres sont localisés hors du site, sur des propriétés, publiques ou privées, une convention relative aux conditions d'accès et de réalisation des prélèvements doit être signée avec chacun des propriétaires concernés. Chaque convention est tenue à la disposition de l'inspecteur des installations classées. Article 9.2.2.2.1 - Eaux souterraines au droit des piézomètres

L'exploitant doit faire procéder, par un laboratoire agréé, à deux campagnes annuelles de prélèvements et d'analyses en période de basses et hautes eaux sur les piézomètres prévus à l'article 2.1.5.1 et sur les paramètres suivants : température, pH, conductivité, hydrocarbures totaux, DCO, DBO, nitrates.

Après démarrage du remblaiement, ce suivi porte également sur les paramètres : chlorures, sulfates, sodium, oxygène dissous, MES, hydrocarbures totaux, métaux lourds, COT, BTEX, PCB, HAP

Une mesure des niveaux d'eau au droit de chaque piézomètre est réalisée toutes les deux semaines pendant toute la période d'exploitation.

Une piézométrie de référence en hautes eaux est définie avant le début de l'exploitation. La justification de son établissement est tenue à la disposition de l'Inspecteur des installations classées.

Article 9.2.2.2.3 -Conditions de réalisation

Les prélèvements, les conditions d'échantillonnage et les analyses doivent être réalisés selon les règles de l'art et les normes en vigueur. L'eau prélevée doit faire l'objet de mesures des substances pertinentes susceptibles de caractériser une éventuelle pollution de nappe compte tenu de l'activité, actuelle ou passée, de l'installation.

Un résultat commenté de ces analyses et des mesures de niveau est adressé une fois par an à l'inspection des installations classées. Toute anomalie est signalée sans délai.

Les résultats des analyses et des niveaux d'eau doivent être présentés sous forme d'un bilan récapitulatif et sur une période représentative.

Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Constats : Par courriel du 19/05/2022, l'exploitant a transmis à l'inspection la synthèse annuelle de l'autosurveillance. Il apparaît que l'exploitant réalise un suivi de la qualité des eaux souterraines environ tous les 6 mois, sur les paramètres et au niveau des piézomètres définis par l'arrêté préfectoral d'autorisation modifié.

L'interprétation des résultats par l'exploitant conclut que les mesures disponibles ne mettent pas en évidence un impact de la carrière sur les eaux souterraines, si ce n'est la confirmation d'une augmentation des sulfates sur PZ5c, qui tend cependant à s'atténuer depuis 2020.

Les résultats d'analyse des eaux souterraines sont inférieurs aux seuils fixés par l'arrêté ministériel du 11/01/2007 relatif aux limites et références de qualité des eaux brutes et des eaux destinées à la consommation humaine mentionnées aux articles R. 1321-2, R. 1321-3, R. 1321-7 et R. 1321-38 du code de la santé publique, à l'exception des nitrates (liés aux activités agricoles proches selon l'exploitant).

Le piézomètre Pz5 a été vu lors de la visite, il est protégé par une structure et une margelle béton, il est recouvert d'un bouchon métallique fermé par un cadenas.

Par courriel du 15/06/2022, l'exploitant a indiqué que les piézomètres abandonnés n'ont pas été rebouchés, que cela se fera dans les règles de l'art, après la moisson. Il est donc demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les justificatifs du rebouchage des piézomètres lorsque cela aura été réalisé.

Observations : {Non Renseigné}

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Technique de décapage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Technique de décapage
Prescription contrôlée : Le décapage des terrains superficiels doit être progressif à l'avancement des travaux d'extraction et limité aux stricts besoins. Il est réalisé de manière sélective de façon à séparer les terres végétales des stériles. Le stockage des terres végétales ne doit pas se faire sur une hauteur supérieure à 2 m de telle manière qu'elles conservent leur qualité de support pour la végétation. Les stériles sont stockés sur une hauteur maximale de 3 m. Les terres et stériles doivent être stockés séparément, ils sont destinés à la remise en état des lieux. Aucune autre destination ne peut être donnée aux matériaux de découverte de la carrière.
Constats : Le décapage a été réalisé sur une surface correspondant globalement à la phase 2 qui devrait être exploitée en 2022 et 2023. La terre végétale est séparée des stériles, elle est toutefois stockée sur une hauteur supérieure à 2 m (estimée de l'ordre de 3 m), notamment le stockage au niveau de la zone de vestiges archéologiques B.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Epaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.2 modifié
Thème(s) : Risques chroniques, Conduite de l'exploitation
Prescription contrôlée : L'extraction de sable graveleux concerne les alluvions calcaires récentes argilo-limoneuses du Quaternaire sur une épaisseur maximale de 4,2 m et sur une épaisseur moyenne de 2 m. L'exploitant justifiera des profondeurs atteintes, au regard des données géologiques établies au dossier. Un contrôle bathymétrique est réalisé annuellement. En aucun cas, le substratum, composé d'une couche argileuse, ne doit être endommagé, entamé ou excavé.
Constats : L'exploitant indique qu'aucune bathymétrie n'est réalisée, aucun plan topographique n'est réalisé. Le géomètre ne fait qu'un relevé des zones remblayées, en eau, décapées, etc. Il estime qu'un plan topographique n'est pas nécessaire du fait du remblaiement de la carrière. Il indique toutefois que l'opérateur remplit mensuellement une fiche sur laquelle il indique notamment la profondeur moyenne d'extraction, basée sur une estimation visuelle. Comme indiqué lors de la visite, a minima la zone en eau doit faire l'objet d'une bathymétrie et d'un relevé par le géomètre lors de son passage. Cela permettra notamment de fiabiliser les estimations réalisées visuellement par l'opérateur.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Méthode d'exploitation
Prescription contrôlée : Le principe d'exploitation repose sur une extraction à ciel ouvert avec remise en état des surfaces exploitées de façon coordonnée à l'avancement. [...] Le pompage de la nappe phréatique pour le décapage, l'exploitation et la remise en état des gisements de matériaux alluvionnaires est interdit. [...] Les travaux d'exploitation progressent selon le plan de phasage en annexe 2.
Constats : L'exploitation et le remblaiement de la carrière sont réalisés conformément au phasage modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/01/2022. Il n'a pas été constaté de pompage de la nappe lors de la visite.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Utilisation des matériaux alluvionnaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.2.3.6
Thème(s) : Risques chroniques, Utilisation des matériaux alluvionnaires
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>2.2.3.6.1 - Les matériaux extraits sont exclusivement réservés à l'usage de la fabrication de béton hydraulique. L'exploitant doit justifier toute autre utilisation du gisement (réponse à des exigences de normes établies pour la fabrication d'ouvrages spécifiques).</p> <p>En parallèle, l'exploitant s'engage à effectuer une substitution des matériaux alluvionnaires de 8 % à 25 % pendant la durée d'exploitation. L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des Installations Classées les documents justificatifs de la réalité de cette substitution.</p> <p>2.2.3.6.2 - L'utilisation des matériaux extraits pour des travaux de remblaiement ou de comblement est strictement interdite.</p> <p>2.2.3.6.3 - L'exploitant doit mettre en place un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi. Ce registre renseigné hebdomadairement doit être tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées.</p> <p>2.2.3.6.4 – Tous les 3 ans, l'exploitant doit établir un bilan sur la production et l'utilisation des matériaux de sa carrière de GENLIS ainsi que sur l'ensemble de ses carrières de Côte d'Or. Ce bilan doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Constats : Selon les déclarations de l'exploitant, l'intégralité des matériaux extraits est acheminée sur ses installations de Bressey-sur-Tille pour la fabrication de béton prêt à l'emploi (BPE) et d'agglos. La répartition de la production est globalement estimée à 50% de BPE et 50% d'agglos. Par courriel du 15/06/2022, il indique ne pas tenir le registre prévu par l'arrêté préfectoral, car ce sont ses propres camions qui assurent le transport directement sur son site. Cela n'apparaît pas conforme aux dispositions de l'arrêté préfectoral qui prévoit la tenue d'un registre de suivi de la destination des matériaux extraits et de leur emploi, indépendamment du transporteur et de l'installation de destination.</p> <p>L'exploitant indique substituer une partie de l'alluvionnaire par des matériaux issus de carrières de roches massives, achetés auprès de sociétés concurrentes, car il n'exploite pas de carrières de roche massive. Par courriel du 17/06/2022, il a transmis à l'inspection les factures des achats de matériaux faits auprès de sociétés concurrentes en 2019 (année choisie par l'inspection) : environ 53 900 t ont ainsi été achetées. A noter que ces matériaux visent à la substitution pour l'ensemble des carrières exploitées par la société MAGGIONI. En 2019, la carrière de Genlis a produit environ 46 700 t de sables et graviers alluvionnaires, et la carrière de Treclun a produit environ 56 000 t. Au vu de ces éléments, la quantité de matériaux achetée à des sociétés concurrentes représente plus de 25% du total, puisqu'il représente un peu plus d'un tiers du total.</p> <p>Le dernier bilan triennal sur la production et l'utilisation des matériaux de la carrière de GENLIS, prévu à l'article 2.2.3.6.4 de l'arrêté d'autorisation du 23/11/2011, a été demandé à l'exploitant, mais non transmis à l'inspection. Il est à nouveau demandé à l'exploitant de le transmettre à l'inspection.</p>
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Nom du point de contrôle : Aménagements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements
Prescription contrôlée : Les délaissés réglementaires sont enherbés pendant toute la durée de l'exploitation. Un merlon paysager provisoire est mis en place dans le délaissé réglementaire de 10 m le long de la RD109J afin d'assurer l'intégration paysagère des installations et assurer la sécurité des usagers de la route pendant la phase d'extraction de la zone longeant la RD109j. Un merlon paysager provisoire est également mis en place dans le délaissé réglementaire de 10 m situé entre les parcelles 92 et 93 de la section ZD. Aucune plantation d'arbres engageant la sécurité et la fiabilité des lignes électriques n'est autorisée.
Constats : Un merlon est présent le long de la RD109j, ainsi que le long de la partie nord en cours d'exploitation (le long des parcelles ZD92 et ZD93). Aucune plantation n'était présente à proximité des lignes électriques.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Plan d'évolution

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'évolution
Prescription contrôlée : L'exploitant doit tenir à jour un plan à l'échelle adéquate de la carrière. Sur ce plan doivent être reportés : <ul style="list-style-type: none">• Les limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation d'exploiter ainsi que les abords dans un rayon de 50 m,• Les positions des fronts,• Les cotes d'altitude des points significatifs,• Les zones remises en état,• Les installations fixes de toute nature (bascules, locaux, installations de traitement,...),• Les zones de stockage des produits finis, des stériles, des terres de découverte,• Les bornes. Ce plan , mis à jour annuellement, doit être transmis tous les 5 ans à l'inspecteur des installations classées à chaque renouvellement ou actualisation des garanties financières.
Constats : Le plan de propriété du 06/12/2021, transmis par courriel du 16/05/2022, ne fait pas apparaître : <ul style="list-style-type: none">- les cotes d'altitude des points significatifs,- les bornes. D'autre part, les zones remises en état n'apparaissent pas clairement et sont difficilement identifiables.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Aire étanche pour l'approvisionnement des engins

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 4.2.2.1 & 4.2.2.3 & 9.2.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, Aire étanche pour l'approvisionnement des engins
Prescription contrôlée : Article 4.2.2.1 - Aire étanche pour l'approvisionnement des engins et leur entretien Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier ainsi que leur stationnement prolongé en dehors des horaires d'activité sont réalisés sur une aire étanche (dont les dimensions sont au minimum : 15 m x 7 m) entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les eaux ainsi collectées doivent être dirigées, avant rejet, vers un décanteur séparateur d'hydrocarbures de classe 5 mg/l. Article 4.2.2.3 - Valeurs limites d'émission des eaux exclusivement pluviales L'exploitant est tenu de respecter, avant rejet des eaux pluviales de l'aire étanche dans le milieu récepteur considéré, les valeurs limites en concentration ci-dessous définies : Paramètre Concentrations maximale moyenne sur une période de 2 heures (mg/l) MES 35 DCO 125 HCT 5 L'analyse est faite selon les normes en vigueur. Ces eaux doivent par ailleurs avoir un pH compris entre 5,5 et 8,5 et une température inférieure à 30°C. Article 9.2.2.1 L'exploitant fait réaliser en sortie du décanteur déshuileur prévu à l'article 4.2.2.1. des mesures annuelles de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel. Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions de l'article 4.2.2.3. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. Constats : Une aire étanche est présente sur la partie ouest de la carrière. Elle est reliée à un séparateur d'hydrocarbures (qui n'a pas pu être ouvert lors de la visite, car le couvercle n'a pas pu être retiré). La synthèse annuelle de l'autosurveillance de 2021 indique qu'un prélèvement des eaux pluviales en sortie du séparateur hydrocarbures a été réalisé le 06/12/2021, et à une fréquence annuelle depuis 2012. Les résultats sont inférieurs à 5 mg/l pour les hydrocarbures, et inférieurs à 125 mg/l pour la DCO. Il apparaît que la valeur limite de 35 mg/l pour les MES n'a été respectée sur aucune des mesures réalisée depuis 2013, les dépassements étant particulièrement significatifs (2019 : 650 mg/l, 2020 : 710 mg/l, 2021 : 230 mg/l). Lors de la visite, l'inspection a rappelé à l'exploitant que ce n'est pas parce que les eaux sont infiltrées dans le sol qu'il ne doit pas respecter la valeur limite en MES. Il a notamment été constaté que l'aire étanche était couverte de terre, la bouche d'évacuation était, quant à elle, obstruée par la terre. Un nettoyage est apparu nécessaire. Ces éléments peuvent également être à l'origine du dépassement de la valeur limite en MES. Il est demandé à l'exploitant d'indiquer les actions correctives prises ou prévues pour le nettoyage de l'aire étanche et son maintien dans un état de propreté correct.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Entretien et surveillance du séparateur d'hydrocarbure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 4.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien et surveillance du séparateur d'hydrocarbure
Prescription contrôlée : Le séparateur d'hydrocarbure doit être nettoyé, vidangé et contrôlé au moins une fois par an et entretenu si nécessaire.
Constats : La synthèse de l'autosurveillance de 2021 indique qu'un nettoyage du décanteur - déshuileur a été réalisé le 12/01/2021. L'exploitant a transmis le bordereau de suivi de déchets correspondant.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 6.2.2 modifié & 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Bruit
Prescription contrôlée : Article 6.2.2 - Prévention des nuisances Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : PERIODES PERIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés) PERIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés) Niveau sonore limite admissible Point LIM : "Limite d'autorisation" 63,5 dB(A) Le travail de nuit est interdit Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau figurant à l'article 6.2.1, dans les zones à émergence réglementée. Les zones à émergence réglementée ainsi que le point LIM sont définis sur le plan annexé au présent arrêté (cf. Annexe 7). Article 9.2.4 - Auto surveillance des niveaux sonores Une mesure de la situation acoustique sera effectuée dès l'ouverture de la carrière puis tous les 3 ans, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Ce contrôle sera effectué par référence au plan annexé du présent arrêté, indépendamment des contrôles ultérieurs que l'inspecteur des installations classées pourra demander.
Constats : Une mesure des niveaux sonores a été réalisée le 09/07/2021, par anticipation aux points prévus par l'arrêté préfectoral complémentaire du 18/01/2022. Les résultats sont inférieurs aux valeurs limites pour : <ul style="list-style-type: none">- le point situé en limite de l'établissement : niveau de bruit de 54,5 dB(A) mesurés pour une limite à 63,5 dB(A)- le point ZER1 situé au sud-est, à proximité immédiate de la carrière, dans une zone urbanisable : émergence de 0 dB(A) mesurée pour une limite de 6 dB(A)- le point ZER2 situé au sud-est, au niveau des premières habitations : émergence de 0 dB(A) mesurée pour une limite de 6 dB(A)- le point ZER3 situé au sud-est, au niveau d'une autre zone urbanisée : émergence de 1,5 dB(A) mesurée pour une limite de 6 dB(A)
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Bilan quadriennal

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 9.3.3
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan quadriennal
Prescription contrôlée : L'exploitant adresse au Préfet, tous les quatre ans après le démarrage du remblaiement, un dossier faisant le bilan de l'auto-surveillance prévue à l'article 9.2.2. et 9.2.3. Il comporte l'analyse des résultats de surveillance des eaux souterraines et des sols sur la période quadriennale écoulée ainsi que les propositions de l'exploitant pour, le cas échéant réexaminer les modalités de cette surveillance, notamment en termes d'évolution des fréquences de contrôle et des paramètres de surveillance. Le bilan quadriennal comporte également la comparaison avec l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R 512-8 II 1° du Code de l'environnement, soit reconstitué, ainsi que le positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés de cette comparaison.
Constats : Le bilan annuel transmis à l'inspection contient le bilan de l'auto-surveillance prévue aux articles 9.2.2 et 9.2.3 depuis 2013, à l'exception des analyses de remblais pour lesquels seules les analyses de l'année couverte par le bilan sont présentées. Il comprend également un positionnement de l'exploitant sur les enseignements tirés, même s'il n'est pas identifié en tant que tel. A titre d'exemple, cela a amené l'exploitant à proposer la modification du suivi piézométrique, acté par l'arrêté préfectoral du 18/01/2022. Il est demandé à l'exploitant d'intégrer le bilan de la surveillance des remblais, a minima sur les 4 années précédentes, dans le prochain bilan, afin de répondre complètement aux prescriptions relatives au bilan quadriennal. A défaut, un bilan quadriennal spécifique devra être réalisé et transmis.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Nom du point de contrôle : Kit de première intervention

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/2011, article 7.5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Kit de première intervention
Prescription contrôlée : Un kit de première intervention est disponible sur la carrière en cas de pollution accidentelle par les hydrocarbures.
Constats : Un kit était présent dans le véhicule de service de l'opérateur. Il comprenait des plaques et un boudin absorbants, des gants et 2 sacs poubelles.
Observations : {Non Renseigné}
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet